

« Il est impératif de combattre ce qui nous déshumanise »

Les décisions imposées « d'en haut » accroissent le sentiment d'inexistence d'une partie de la population et valident l'idée que seule la violence paie. Pour préserver notre démocratie, le philosophe Marc Crépon propose notamment de sortir de « l'oligarchie de la parole » selon laquelle seule une minorité de voix compte

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIE CLARINI

Marc Crépon est philosophe, directeur de recherche au CNRS, auteur de plusieurs ouvrages dont le dernier, *Inhumaines conditions. Combattre l'intolérable* (Odile Jacob, 2018), est paru à l'automne. Ses recherches portent notamment sur la philosophie politique et morale, avec, pour fil conducteur, la question de la violence. Nous lui avons proposé de nous aider à comprendre pourquoi cette dernière semblait saturer aujourd'hui l'espace politique et médiatique.

Le mouvement des « gilets jaunes » s'accompagne de violences qui sont perçues comme l'une des caractéristiques de ce mouvement. Comment expliquer cette centralité ?

Pour comprendre la centralité de la violence dans les événements de ces dernières semaines, il faut repartir du paradoxe du politique. D'un côté, les citoyens attendent du pouvoir qu'il prenne des décisions et qu'il soit efficace. Mais parce que ces décisions qui ont des effets sur leur vie quotidienne (leur pouvoir d'achat, leur mobilité, etc.) leur sont imposées « d'en haut », de façon verticale, parce qu'ils ne sont pas « consultés », elles sont inévitablement perçues comme une violence qui leur est faite. Pour peu qu'ils aient le sentiment que leurs conditions d'existence s'en trouvent aggravées, sans qu'ils parviennent à s'y opposer, cette violence s'accompagne d'un sentiment d'inexistence.

C'est pourquoi la verticalité du pouvoir doit être compensée par une horizontalité organisée, susceptible de faire entendre son contre-

pouvoir. Longtemps celui-ci était assuré par les partis d'opposition et les syndicats. A supposer donc que la violence, symbolique ou réelle, du pouvoir appelle une « contre-violence », celle-ci était encadrée, orientée par des formes d'action déterminées vers la réalisation d'objectifs précis. Avec le mouvement des « gilets jaunes », ce cadre a disparu, en grande partie parce que les corps intermédiaires ont perdu de leur crédit, mais également parce que les modes d'action usuels (grèves, manifestations) se sont heurtés à une fin de non-recevoir de la part du pouvoir.

Aussi l'horizontalité, largement animée par les réseaux sociaux, est-elle anémique, au sens où elle ne se soumet à la loi d'aucune organisation. Du même coup, c'est la contre-violence qui n'a pas de limites. Même ses objectifs restent confus. Sur cette contre-violence viennent, en effet, se greffer des actions violentes, dont l'opposition est d'une tout autre nature. Ce qu'il faut comprendre alors, c'est que toute existence recèle un potentiel de violence que la vie en société permet ordinairement de canaliser, sinon de sublimer, dans toutes sortes de rivalités.

Lorsque la violence descend dans la rue, ce potentiel se trouve soudain un nouvel exutoire que renforce sa dimension collective. C'est ainsi que sur une contre-violence politique qui a sa part de légitimité viennent se greffer des formes de violence qui n'ont rien à voir avec elle : casser pour casser, piller des magasins, brûler des voitures.

La violence s'est accompagnée de l'expression d'une haine intense à l'égard du président de la République. Pourquoi ?
Le risque de tout pouvoir vertical est qu'il

concentre sur une seule et même personne la part d'affectivité impliquée dans la relation qui lie le « peuple » à ceux qui le gouvernent. Il l'augmente même, car il accroît la relation de dépendance. C'est pourquoi, dans les Etats non démocratiques (dictatures, régimes autoritaires, populistes), le chef de l'Etat a besoin en permanence de se sentir aimé, adulé même, car il sait instinctivement qu'il n'y a pas d'alternative entre l'amour et la haine.

Dans un Etat démocratique, plus le pouvoir

semble exemplaire de ces conditions : un manque d'attention, de soin et de secours.

En décembre, les lycéens ont suivi le mouvement, parfois avec de brusques flambées de violence. S'agissait-il de mimer les adultes ? La violence est-elle contagieuse ?
Considérer que les lycéens ne font rien d'autre qu'imiter l'insurrection des adultes, ce serait leur dénier la capacité de s'informer, de penser et d'agir par eux-mêmes, lorsqu'il s'agit de leur avenir. Ce n'est évidemment pas le cas. C'est pourquoi tout ce qui s'apparente, de près ou de loin, à une « sélection » qu'ils jugent « inégalitaire », tout ce qui soumet cette insertion à une procédure qu'ils soupçonnent, à tort ou à raison, d'être « arbitraire » est vécu comme une injustice. Parcoursup avait été mal vécu et l'on s'attendait déjà, au début de l'automne, à une flambée de la contestation.

Le mouvement des « gilets jaunes » aura été le déclencheur de son expression. La similitude entre les débordements des deux mouvements est simple : ils procèdent de la conviction que la violence est nécessaire pour rappeler son « existence » aux autorités et obtenir satisfaction. Voilà qui devrait interpeller le pouvoir. Comment a-t-il laissé s'installer dans la société le sentiment que seule la violence paie ? N'est-ce pas là le legs le plus inquiétant des mouvements de décembre ?

Faut-il penser la montée des actes antisémites dans la même séquence ?
Oui et non. La montée des actes antisémites n'a évidemment pas les mêmes causes. La responsabilité ne saurait en aucun cas en être imputée au pouvoir, dépourvu de toute com-

« La brutalisation du débat procède d'un calcul dangereux, sinon cynique, qui joue de notre obscure fascination pour la violence »

est vertical, plus il se laisse contaminer par cette alternative. Si illégitime soit-elle, la cristallisation de passions négatives (le ressentiment, la haine) est alors inévitable. On ne peut se faire aimer de tous ; et à vouloir encenser les uns, les « premiers de cordée », on suscite chez les autres, les oubliés de la modernité, les délaissés du progrès, le sentiment d'être mal aimés et, à ce compte, sacrifiés, méprisés. Pour ceux-là, toutes les décisions prises par le pouvoir sont perçues comme une aggravation de leurs « conditions d'inexistence ». Il est inévitable alors que, reprenant la parole, les « gilets jaunes » fassent « payer » au chef de l'Etat tout ce qui leur

La colère féminine et les stéréotypes

On se souvient du « coup de gueule » vidéo de Jacqueline Mouraud le 18 octobre 2018 sur sa page Facebook. Pleine de rage contenue, elle interpelle « monsieur Macron », gronde : « on en a plein les bottes ! », s'insurge : « mais qu'est-ce que vous faites du pognon des Français ? ». La vidéo de cette autoentrepreneuse atteint désormais 5,7 millions de vues. Elle n'est pas, tant s'en faut, la seule femme à s'exprimer avec véhémence pendant l'intense mobilisation qui suit. Aux ronds-points, dans les rues, sur les plateaux télévisés, les femmes sont en première ligne. Elles s'en prennent aux injustices fiscales, à la difficulté de boucler les fins de mois, à la baisse du pouvoir d'achat. Dès l'acte I, le 17 novembre 2018, malgré les interventions musclées des forces de l'ordre, elles sont avec les hommes sur les Champs-Élysées, à Paris, criant « gilets jaunes, colère noire ! ». Le 2 janvier, on voit seize d'entre elles en garde à vue, très remontées, sur l'overblog « gilet jaunes ».

Une enquête de terrain menée entre le 24 novembre et le 1^{er} décembre 2018 révèle que 45 % des « gilets jaunes » sont des femmes. La

chercheuse à Sciences Po Bordeaux Magali Della Sudda, qui y a participé, fait ce commentaire : « C'est assez inédit de voir les femmes présentes sur les barrages routiers et les lieux de blocage, qui, jusqu'à présent, dans d'autres mouvements sociaux, étaient des types d'action masculins. »

« DU PAIN ET LA CONSTITUTION ! »

Faut-il s'en étonner ? La violence des femmes est-elle une nouveauté dans la lutte sociale ? Non, mais elle a toujours été reniée. Fanny Bugnon, historienne à l'université Rennes-II, explique, le 18 décembre, à *Mediapart*, qu'à chaque manifestation de colère féminine les commentateurs s'étonnent : ce serait la première fois, cela révélerait la « gravité » de la situation. Alors qu'historiquement les femmes se sont toujours battues sur le terrain social et politique. L'historienne des mouvements révolutionnaires Mathilde Larrère nous le rappelle : « Les femmes sont présentes dans toutes les insurrections et révolutions, notamment au XIX^e siècle et plus encore au XX^e siècle. Les études les retrouvent couchées

sur les registres des morgues après l'émeute, dans les procès-verbaux de la police et de la justice. » Elle précise : « Les femmes sont surtout présentes dans les émeutes de la faim. Nourrir ses enfants, c'est une affaire de femmes. Rien d'étonnant donc à ce qu'elles mènent les marches des 5 et 6 octobre 1789 qui, parties chercher du pain à Versailles, ramenèrent de force le roi à Paris, aidées par la garde nationale, ou encore l'insurrection des sans-culottes du 12 germinal an III [1^{er} avril 1795] qui se fit au cri de « du pain et la Constitution ! »

Pendant le mouvement des « gilets jaunes », remarque Magali Della Sudda, les femmes fournissent le ravitaillement : « Elles se retrouvent ainsi dans leur rôle classique de nourricière, cela a une valeur symbolique, de solidarité. Elles y apportent leur propre style, ajoute la chercheuse, on en a vu certaines danser et faire danser sur les ronds-points. » Dès qu'on assiste au durcissement de la mobilisation, les femmes semblent désapprouver les actions menaçantes contre les élus, le bris de vitrines, remarque Magali Della Sudda. Est-ce à dire qu'elles sont contre

les violences de rue ? Ou bien qu'elles en contestent la légitimité politique ?

La philosophe Elsa Dorlin, auteure de *Se défendre. Une philosophie de la violence* (La Découverte, 2017), réfléchit sur ces questions dans le podcast féministe « Les couilles sur la table ». Elle rappelle que, dès leur jeunesse, les filles ne sont pas autorisées comme les garçons à « occuper l'espace », « déployer leur puissance physique », se battre. On leur enseigne à se « tenir », à « discipliner » leur corps. La violence est transgressive pour une femme. Et quand elle passe à l'acte, elle est traitée d'« hystérique », on lui reproche d'aller contre « sa nature ». Par ailleurs, estime Elsa Dorlin, les femmes défendent souvent un point de vue « pragmatique » du fait qu'elles s'occupent des tâches d'éducation et domestiques : « Quand ça commence à chauffer, la femme se dit « il faut que j'aide les gosses, que je les protège et m'occupe des personnes qui dépendent de moi ». » Elle se montre plus « prosaïque ». Elle n'est pas « moins en colère », mais elle est plus dans le *care* (« le soin »). ♦

FRÉDÉRIC JOIGNOT